

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-06-07-00006

arrêté portant mise en demeure de la société
IMPLUS EU exploitant des installations classées
pour la protection de l'environnement à Limay
(78520), 6 avenue du Val

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de la société IMPLUS EU
exploitant des installations classées pour la protection
de l'environnement à Limay (78520), 6 avenue du Val

LE PRÉFET DES YVELINES,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2016-40397 du 2 décembre 2016 autorisant la société IMPLUS EU à exploiter un entrepôt de deux cellules destinées au stockage de produits combustibles et de polymères sur la commune de Limay (78520), 6 avenue du Val ;

VU l'arrêté préfectoral 78-2024-03-04-00004 du 4 mars 2024 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines à Monsieur Victor DEVOUGE, secrétaire général de la préfecture des Yvelines, sous-préfet de Versailles ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 avril 2024 notifié le 15 avril 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, suite à l'inspection du site le 5 février 2024 ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 30 avril 2024 ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite de contrôle du 5 février 2024 des installations exploitées par la société IMPLUS EU au 6 avenue du Val sur la commune de Limay, l'inspection des installations classées a constaté que la réserve en eau d'extinction n'est pas installée conformément au dossier d'enregistrement ;

CONSIDÉRANT en effet que, selon le dossier d'enregistrement, deux réserves en eau extérieures de 120 m³ chacune sont mises en place sur le devant de l'entrepôt (à l'est du site) ; que l'inspection des installations classées a constaté que seule une réserve est installée et qu'elle est située à l'arrière du bâtiment ;

CONSIDÉRANT que, en cas d'incendie, les services de secours devraient emprunter un des accès latéraux exposés à des flux thermiques de 8 kW/m², au vu du plan de zone d'effets thermiques du dossier, afin d'utiliser cette réserve d'eau ; cette réserve d'eau est donc inutilisable par les services de secours ; il manque donc 240 m³ de réserve d'eau d'extinction ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 2 décembre 2016 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant répond, par courrier du 30 avril 2024 susvisé, que le Service d'incendie et de secours des Yvelines (SDIS) a validé l'emplacement actuel de la

réserve en eau d'extinction et fournit un compte-rendu de réunion du 14 octobre 2016 ; il déclare également avoir pris contact avec la mairie de Limay pour rouvrir l'accès pom-pier situé à l'arrière du site ;

CONSIDÉRANT d'une part qu'à la lecture du compte-rendu de réunion 14 octobre 2016 avec le SDIS, il apparaît notamment que le déplacement de la réserve d'eau à l'arrière du bâtiment n'a pas été acté et que d'autre part cette modification du dossier d'enregistrement n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT enfin que, au vu du dossier d'enregistrement, les deux voies d'accès à la réserve d'eau située à l'arrière du bâtiment de part et d'autre de l'entrepôt sont situées dans les zones impactées par les flux thermiques de 8 kW/m² dans lesquelles les services de secours, même équipés de protection, ne peuvent intervenir en sécurité ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte donc pas le dossier d'enregistrement qu'il a déposé en 2016 ;

CONSIDÉRANT que les constats de l'inspection réalisés lors de la visite de contrôle du 5 février 2024 constituent un manquement aux dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 décembre 2016 susvisé ;

CONSIDÉRANT les enjeux en termes de sécurité incendie ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société IMPLUS EU, de respecter les prescriptions de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 2 décembre 2016 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société IMPLUS EU sisé 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter les prescriptions l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 2 décembre 2016 susvisé, en :

- mettant en conformité sa réserve d'eau d'extinction incendie, dans le délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- mettant en œuvre des mesures compensatoires afin de disposer du volume d'eau d'extinction nécessaire en cas d'incendie, dans le délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 dans le délai prévu à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (articles L.171-11 et L.521-20 du Code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 4 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

Copie en sera adressée :

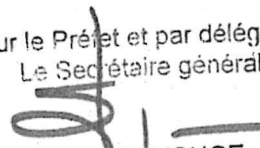
- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,

- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - au maire de la commune de Limay,
 - à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 27 JUIN 2024

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général


Victor DEVOUGE